

**ISAE SUPAERO**

10 Avenue Edouard Belin – BP 54032

31 055 TOULOUSE CEDEX 4

Tél : 05.61.33.82.83

Interlocuteur : Monsieur Olivier DEBELLEFONTAINE

Email : [olivier.debellefontaine@isae-supero.fr](mailto:olivier.debellefontaine@isae-supero.fr)**Opération****BATIMENT 14****TRAVAUX D'ADAPTATION PREALABLES A L'INSTALLATION DE  
LA TOUR DE GRAVITE****EQUIPE DE MAITRISE D'OEUVRE****BET TECHNIQUE Mandataire****S.E.T.E.S. SA INGENIERIE****Bâtiment/Infrastructure****Thomas SANCHEZ, PDG****Chargés d'opération :****Laurence KRIMM (Structure)****Joël FOGGIATO (EG)****Christophe DECAIX (CVC)**

Administratif : France LACOSTE



14 Avenue des Tilleuls

BP 70932

65009 TARBES Cedex

Email : [secretariat.setes@wanadoo.fr](mailto:secretariat.setes@wanadoo.fr)Email : [lk.setes@setes.fr](mailto:lk.setes@setes.fr)Email : [jf.setes@setes.fr](mailto:jf.setes@setes.fr)Email : [cd.setes@setes.fr](mailto:cd.setes@setes.fr)

05 62 34 25 54

Tél

06 75 21 21 94

Port.

06 70 53 96 60

Port.

06 43 18 44 29

Port.

**ARCHITECTE Cotraitant****COUDERC – LALUCAA SARL****Emilie COUDERC**

1 Chemin de Malbou

31240 L'UNION

Email : [couderc.lalucaa@gmail.com](mailto:couderc.lalucaa@gmail.com)

05 62 79 81 11

Tél.

06 40 10 41 42

Port.

**Bureau de Contrôle****BTP Consultant****Noémie GUILLAMET**

83 Chemin de Ribaute

31400 TOULOUSE

Email : [noemie.guillamet@btp-consultants.fr](mailto:noemie.guillamet@btp-consultants.fr)

05 34 43 46 40

Tél.

Missions	DIAG	APS	APD	PRO	DCOE	ACT	VISA	DET	OPC	AOR
Date				Février 2025						

**Phase DCE****DOSSIER DE CONSULTATION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES****Cahier des Clauses Techniques Particulières****CCTP****LOT 00 :****PRESCRIPTIONS COMMUNES**

Date

Le 26 mars 2025

# **Cahier des Clauses Techniques Particulières** **(CCTP)**

ISAE SUPAERO  
Bâtiment 14  
Travaux d'adaptation préalables à l'installation d'une tour de gravité

## **Phase DCE**

<p><b><u>LOT 00</u></b> <b>PRESCRIPTIONS COMMUNES</b></p>
---

## **SOMMAIRE**

1 - PREAMBULE.....	3
2 - DESIGNATION DU PROJET.....	3
3 - DEFINITION SOMMAIRE DES TRAVAUX.....	4
4 - PLANS DEFINISSANT LE PROJET.....	5
5 - DESIGNATION DES PHASES ET LOTS .....	5
6 - APPLICATION DU PRESENT DOCUMENT.....	5
7 - PLAN DES RESEAUX.....	6
8 - REGLEMENTATION.....	7
9 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS .....	9
10 - CONTROLES ET ESSAIS.....	9
11 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	10
12 – LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS.....	13
13 – INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	15
14 – DEPENSES COMMUNES .....	16
15 – CHARTE CHANTIER A FAIBLE NUISANCES .....	17
16 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	17

## **1 - PREAMBULE**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comporte l'ensemble des éléments nécessaires au chiffrage complet des prestations des différents corps d'état, en complément des CCTP spécifiques à chaque lot.

## **2 - DESIGNATION DU PROJET**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour but de définir les travaux prévus pour l'implantation d'une tour de gravité au bâtiment 14 de l'ISAE.

Tous ces travaux étant réalisés pour le compte de :

**ISAE**  
**10 Avenue Edouard Belin**  
**31 400 TOULOUSE**

### **3 - DEFINITION SOMMAIRE DES TRAVAUX**

#### **TRAVAUX ENVISAGES :**

- **Lot 01 - Gros œuvre**
  - Installation de chantier
  - cloison étanche
  - terrassements fondations
  - socle
  - reprise dallage
- **Lot 02 – Charpente métallique - Couverture - Bardage**
  - Renforcement de charpente
  - création édicule
  - étanchéité
  - fermeture toiture
  - menuiseries intérieures
- **Lot 03 - Plâtrerie –Menuiseries - Peinture**
  - Cloison grande hauteur
  - peinture cloison
- **Lot 04 - Electricité Générale**
  - Cheminements / tirage de câbles
  - repose équipements
  - essais et mise en service
- **Lot 05 – Système de Sécurité Incendie**
- **Lot 06 – Plomberie sanitaire – chauffage – ventilation**
  - pose équipements
- **Nettoyage :**
  - Nettoyage général du chantier
- **OPR**
- **Réception**

#### **4 - PLANS DEFINISSANT LE PROJET**

##### **Plans Architecte**

##### **Plans GO / structure lots 1 et 2**

##### **Plans Lot 04 - Chauffage – Ventilation - Plomberie Sanitaire**

##### **Plans Lot 05 – Electricité**

##### **Plans Lot 06 –SSI**

#### **5 - DESIGNATION DES PHASES ET LOTS**

##### **5-1 – Phases**

Les travaux ci-après décrits seront réalisés en **1 phase**

##### **5-2 - Lots**

Les travaux seront répartis en 6 lots tels que ci-dessous définis :

- LOT N° 1 : Gros Œuvre**
- LOT N° 2 : Charpente métallique – Couverture - Bardage**
- LOT N° 3 : Plâtrerie –Menuiseries - Peinture**
- LOT N° 4 : Electricité Générale**
- LOT N° 5 : Système de Sécurité Incendie**
- LOT N° 6 : Plomberie sanitaire – chauffage - ventilation**

#### **6 - APPLICATION DU PRESENT DOCUMENT**

L'expression « CCTP 0 » implique l'application sans restriction des Prescriptions Communes à tous les lots sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

Les spécifications précisées dans les différents lots peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales soumises à aucune dérogation, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

En cas de contradiction entre les prescriptions du présent chapitre et celles d'un descriptif propre à l'un des lots, ce sont celles de ce dernier document qui prévalent.

Les prescriptions du présent chapitre et celles particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

**Chaque entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans le présent document et les plans.**

Il appartiendra à celui-ci, au cours de l'étude détaillée nécessaire à l'établissement de sa proposition, de signaler, le cas échéant au Maître d'œuvre (SETES SA), les omissions, imprécisions et contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents mis à sa disposition et de demander tous les éclaircissements nécessaires.

De même, les travaux prévus dans les pièces écrites et chiffrées du marché ne figurant pas dans les plans, sont dus par l'entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire ; ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification de son prix ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modification intrinsèque ou extrinsèque de la nature des ouvrages par le Maître d'Ouvrage.

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations du présent document, les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination. Elles sont de ce fait incluses sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu. L'entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires qu'il souhaite voir apporter au présent document.

**En conséquence, l'entrepreneur ne peut jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.**

L'entrepreneur doit, avant de soumissionner, **se rendre compte personnellement et sur place de l'état des lieux**, des difficultés d'accès, d'approvisionnements et de toutes sujétions générales et propres aux travaux pour lesquels il soumissionne. Tous les frais de quelque nature et d'importance qu'ils soient sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur fera sa seule affaire de toutes reconnaissances, sondages complémentaires, collectes de renseignements ayant trait à l'état existant, y compris en ce qui concerne les réseaux de toutes natures intéressant le site et toutes obligations pouvant être à sa charge du fait de son entreprise.

Faute de se conformer à toutes les prescriptions édictées ci-avant, l'entrepreneur deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences directes ou indirectes qu'elles entraîneraient.

Aucun supplément ne pourra être alloué sur le chiffre forfaitaire sans un ordre spécial du Maître de l'Ouvrage.

## **7 - PLAN DES RESEAUX**

L'entrepreneur doit, au début des travaux, l'établissement de plans, de tracé de réseaux, passage de gaines, câbles etc... côtés. L'établissement de ces plans se fera sous sa responsabilité. Les entrepreneurs des lots techniques mettant en œuvre des câbles et des supports de canalisations, soumettent à la coordination générale leurs passages et unifient leurs supports et chemins de câbles.

## **8 - REGLEMENTATION**

### **8-1 - Généralités**

L'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu de respecter l'ensemble des documents législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'ensemble de cette réalisation ainsi que les documents qui régissent techniquement les travaux de son corps d'état et de ceux qui sont directement liés aux siens. Se conformer exactement aux indications des arrêtés municipaux, ordonnances et règlements de police, lois et décrets en vigueur, notamment au règlement sanitaire départemental.

Le présent document rappelle les documents relatifs à certains ouvrages de manière à attirer l'attention de l'entrepreneur sur quelques points particuliers, sans que ceux-ci soient limitatifs, l'entrepreneur étant réputé connaître l'ensemble des textes concourant à l'établissement et à l'exécution du projet dans les règles de l'art.

En conséquence, l'entrepreneur doit inclure dans son offre toutes prestations et sujétions conformes aux règlements et DTU en vigueur à la remise de son offre.

La liste des documents citée ci-après est complétée dans les spécifications techniques propres à chaque corps d'état et n'est en aucun cas limitative.

### **8-2 – Règlements et décrets**

L'entrepreneur doit se conformer aux textes et règlements prescrits par :

- le Code de l'Urbanisme et de la Construction
- le Code du Travail
- le Règlement Sanitaire Départemental
- tous les décrets, arrêtés, règlements administratifs doivent se référer au recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets de marché en France (R.E.F.F.)
- les avis techniques délivrés par le C.S.T.B. concernant les produits employés.

### **8-3 – Documents Techniques Unifiés**

Sont applicables aux matériaux et matériels employés d'une part et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges et des Cahiers des clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ainsi que les mémentos, additifs et erratum qui les accompagnent (liste en vigueur, dernière parue à ce jour).

### **8-4 – Normes Françaises (NF)**

Les matériaux et leur mise en œuvre, dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions édictées par l'ensemble des normes françaises publiées par l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.) et homologuées par arrêté ministériel.

Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'Union Technique d'Electricité (U.T.E) en complément de celles édictées par l'AFNOR.

Ces travaux sont notamment régis par la norme NFP 01 001 révisée concernant les dimensions de coordination des ouvrages et des éléments de construction.

**En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi.**

## **8-5 – Autres publications**

**NOTA :** en cas de discordance entre les documents cités précédemment et ceux énumérés au présent article, les spécifications édictées par les D.T.U et Normes Françaises priment sur toutes les autres.

### **A Avis techniques**

Les entrepreneurs doivent se conformer aux avis techniques instruits et prononcés par un groupe spécialisé de la commission ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969, compte tenu des réserves formulées par la commission technique de l'A.R.C.E.S.

Ceux-ci devront avoir obtenu révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi, les matériaux et matériels seraient refusés d'office.

### **B Documents publiés par les organismes divers**

Les entrepreneurs doivent également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que chambres syndicales, mémentos professionnels, etc. ;

Néanmoins, ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et DTU. En cas de contradiction, seuls ces derniers priment.

### **C Prescriptions des fabricants**

L'entrepreneur doit mettre en œuvre les matériaux conformément aux prescriptions des fabricants, telles que définies dans les avis techniques, documentations et notices techniques de ce dernier.

## **8-6 – Hygiène et sécurité du travail**

Chaque entreprise devra prendre en compte les incidences économiques dues au respect des règlements de sécurité du Code du Travail.

Tous les intervenants sur le chantier devront respecter la loi n° 93-1418 du 31/12/93 et le décret n° 94-1159 du 26/12/94.



## **9 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS**

### **9-1 – Avis techniques des matériaux**

Pour chaque matériau et matériel employé, un avis technique doit être en cours de validité pendant et à la réception des travaux.

L'emploi de fabrication ou de procédés non traditionnels pour lesquels le C.S.T.B n'a pas fourni un avis favorable est interdit sauf autorisation écrite du Maître d'Ouvrage assisté de la maîtrise d'œuvre. L'avis technique pourrait être remplacé par une enquête spécialisée ou par un Cahier des Charges accepté par la Commission Technique de l'Assurance (C.T.A)

Dans tous les cas, une assurance aux frais de l'entrepreneur, doit couvrir la garantie décennale.

### **9-2 – Matériel, matériaux, échantillons**

L'entrepreneur reste libre de proposer des produits correspondant à la description du C.C.T.P en les faisant apparaître dans son offre en indiquant dans le tableau en annexe les références de ces produits.

1. Le matériau ou matériel proposé ne doit pas entraîner une modification de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage auquel il est incorporé, ni présenter une incompatibilité avec l'ouvrage avec lequel il est en contact.
2. Il doit être fourni les fiches techniques complètes ainsi que tous les procès verbaux officiels d'essais des fournitures.

Toutes fournitures (matériaux, éléments préfabriqués, matériels, appareils et accessoires divers) utilisés pour l'exécution des ouvrages doivent être neuves.

Les échantillons seront étiquetés et rendus à l'entreprise lors du dernier approvisionnement.

Tous les matériels ou fournitures non conformes aux prescriptions ou exigences du devis descriptif seront refusés ou enlevés du chantier. Si ceux-ci sont mis en œuvre, les parties d'ouvrages tous corps d'état construites seront démolies ou déposées et reconstruites par les entrepreneurs des lots concernés aux frais de l'entrepreneur défaillant.

## **10 - CONTROLES ET ESSAIS**

Ceux-ci sont à la charge et aux frais de l'entreprise titulaire des lots concernés.

Les résultats de ces vérifications devront être communiqués avant réception des ouvrages, à la maîtrise d'œuvre qui les examinera et fera connaître son avis au Maître d'Ouvrage.

Les essais concernant les installations visées ci-après :

CH - Chauffage

EL - Installations électriques

PB – Plomberie

RA – Réseau d'alimentation en eau

RE – Réseau d'évacuation

Ils sont définis par les documents techniques COPREC N° 1 – Police « Dommages Ouvrages » - contrôle technique du type A paru dans le supplément spécial n° 82-51 du 17 décembre 1982 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Les entrepreneurs ne sont pas dispensés de ce fait d'exécuter les autres essais et vérifications qui peuvent leur incomber, en application de la réglementation en vigueur, ou des clauses du Marché.

## **11 - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **11-1 – Conditions générales**

La mise en œuvre des matériaux et du matériel est réalisée en suivant les prescriptions des documents suivants :

- les Documents Techniques Unifiés
- les avis techniques
- les prescriptions du fabricant

Il est rappelé que la mise en œuvre des matériaux et du matériel doit être faite avec le plus grand soin tant pour assurer une réalisation parfaite des travaux et des installations que pour éviter toute détérioration aux ouvrages réalisés par les autres corps de métiers.

Il appartient à l'entrepreneur d'attirer en temps utile l'attention du responsable du chantier sur les répercussions que peuvent entraîner certains travaux sur la marche générale du chantier et de signaler le cas échéant les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions arrêtées par les autres corporations.

Aucun matériau ou matériel détérioré ou défectueux ne devra être mis en œuvre, faute de quoi, il serait déposé et remplacé. L'entrepreneur aurait alors à sa charge tous les frais occasionnés par le remplacement de ceux-ci.

Pour toute installation qui n'a pas fait l'objet d'une réglementation spéciale, l'entrepreneur est tenu d'apporter à la mise en œuvre du matériel, les soins voulus pour justifier des désordres survenus entre l'exécution et la réception ainsi que pendant la période de garantie.

L'entrepreneur ne peut en aucun cas arguer, soit de l'état hygrométrique des lieux, soit du manque ou de l'excès de chauffage postérieur à la mise en œuvre de ses ouvrages pour justifier des désordres survenus entre l'exécution et la réception ainsi que pendant la période de garantie.

Chaque entrepreneur pour ce qui le concerne, doit prévoir d'assurer la sécurité des usagers en toutes circonstances.

Les ouvrages déposés devront être immédiatement stockés dans un local fermé ou transportés à la décharge.

**L'entrepreneur est seul responsable de l'organisation du chantier, il est réputé connaître l'ensemble des dispositions réglementaires qu'il est tenu d'observer.**

Les locaux où s'exécutent les travaux devront être nettoyés chaque soir. Les outils et les matériaux enfermés.

### **11-2 – Opérations préalables à la réception**

Pour ces opérations, la maîtrise d'œuvre établit une fiche donnant la liste des travaux à parfaire ou à terminer.

Il appartient aux entreprises concernées de faire exécuter ces travaux, de vérifier leur bonne exécution et ce, dans les délais fixés, de manière à ce qu'il n'y ait aucune réserve lors de la réception. Dans le cas contraire, si une ou plusieurs visites afin de parfaire l'achèvement étaient nécessaires, elles seraient aux frais exclusifs des entreprises défaillantes.

### **11-3 – Tracés et implantations – traits de niveau**

Trait de niveau à charge du lot 01.

Implantations à charge du lot 01.

#### **11- 4 – Vérification des côtes**

Les entrepreneurs sont tenus de prendre les cotes sur place, avant toute exécution. Aucune cote ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans pour l'exécution des travaux.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci-avant, l'entrepreneur est seul responsable des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent.

#### **11-5 – Protection des ouvrages**

Chaque entrepreneur doit assurer la protection efficace de ses propres travaux, matériels installés ou entreposés et autres prestations fournies. Cette prescription s'applique également aux équipements techniques et ce, jusqu'à la réception des travaux.

Une attention particulière doit être apportée à toutes les ferrures comportant des parties cachées, aux fourreaux, canalisations etc... qui reçoivent une protection anti-rouille. L'application de cette couche de protection est exécutée après brossage et dégraissage, avant montage pour les parties assemblées, le peintre ne devant que des raccords. Le peintre doit s'assurer que les produits de protection sont compatibles avec les produits qu'il se propose de mettre en œuvre.

Les éléments en alliage léger, acier inoxydable et en matière plastique sont protégés par l'entrepreneur jusqu'à réception.

#### **11-6 – Accès au chantier**

**Il doit se faire sans troubler la circulation piétonne et des véhicules sur la voie publique ni les accès aux bâtiments habités, en respectant le PIC et la charte de l'ISAE.**

#### **11-7 – Responsabilités vis-à-vis des tiers**

Chaque entrepreneur est responsable, pendant toute la durée des travaux, du maintien en bon état des voies, réseaux et installations de toutes natures affectées par ses travaux.

Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucune projection de terre ne vienne souiller les revêtements des chaussées et les rendre glissants.

De plus, l'entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommages ni motiver de réclamation de quelle que nature que ce soit de la part des tiers (nettoyage des voiries, bruits, etc...) Bien entendu, s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'entrepreneur.

Tout arrêt de chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et de prix forfaitaires. L'entrepreneur reste responsable pendant la durée des travaux vis-à-vis des autres entrepreneurs (dégradations des ouvrages des autres corps d'état, sécurité des personnes etc...)

#### **11-8 – Stockage des matériaux**

Ils doivent être stockés dans des locaux à l'abri des intempéries et du vol sous la responsabilité des entreprises sans jamais encombrer la circulation des personnes tant à l'extérieur que dans les parties communes, ni les logements occupés.

En fin de chantier, et avant la réception des travaux, tous les matériaux et matériels superflus sont évacués du chantier, faute de quoi, le responsable du chantier se réserve le droit de les faire évacuer aux décharges publiques aux frais de l'entrepreneur défaillant.

### **11-9 – Plan de récolement**

Au plus tard 15 jours après la réception, indépendamment des plans et des documents qu'il a fournis avant ou pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur remet au Maître d'œuvre pour vérification et validation puis au Maître d'Ouvrage :

- les notices en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien des installations, établies conformément aux prescriptions des Normes Françaises en vigueur
- les caractéristiques techniques de tous les matériaux ou appareillages employés et compléter les documents fournis par le M. Ouvrage permettant l'obtention de CEE
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés en format A4

Ces documents sont remis en trois (3) exemplaires papier au Maître d'œuvre

## 12 – Limites de prestations entre lots

Le tableau ci-après reprend les limites de prestations entre les différents lots :

	Lot 01 doit	Lot 02 doit	Lot 03 doit	Lot 04 doit	Lot 05 doit	Lot 06 doit	MOA doit
Lot 01						Plan de réservations durant le mois de préparation  Plan de repérage des charges en toiture  Déconnexion hydraulique des réseaux, dépose et évacuations des équipements techniques	Descente de charges Tour  Fourniture des inserts pour Tour
Lot 02							Descente de charges Potence
Lot 03							
Lot 04						Percements et rebouchages dans cloisons placo  Plan de renforts en cloison  Plan de repérage des besoins en trappe	

Lot 05							
Lot 06	Réervations supérieures au diamètre 100 inclus (ou 100*100), compris rebouchages  Renforts de structure éventuels pour équipements en toiture		Détalonnage des portes	Renforts dans cloison pour équipements du lot 06  Percements des plafonds pour intégration des diffuseurs  Trappes d'accès en plafond aux équipements du lot 06			Attentes électriques à proximité des équipements du lot 06

### **13 – INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations de chantier comprendront les éléments suivants :

- Salle de réunion (à charge ISAE, au sein du bâtiment 14) ;
- Vestiaire (à charge ISAE, au sein du bâtiment 14) ;
- Réfectoire (à charge ISAE, au sein du bâtiment 14) ;
- Fourniture du mobilier et nettoyage (tables, chaises, armoires ...) ;
- Sanitaires et branchement sur réseau existant ou sur fosse toutes eaux compris entretien ;
- Espace de stockage commun (équivalent à 4 places de parking) ;
- Espace de parking personnel chantier (8 places) ;
- Espace pour les bennes chantiers (plateformes bétons existantes).
- Cloison étanche
- Fourniture de tables, chaises et armoires de chantier
- Nettoyage base vie
- Constat d'huissier
- Panneau de chantier
- Clôtures de chantier
- Implantation
- Bennes à déchets avec traitement à la source (plusieurs bennes à prévoir : DIB, bois, acier, produits dangereux, etc.),
- Bacs de décantation pour lavage des bennes à béton, toupies ....
- Enlèvement des déchets après tri sélectif pendant la durée des travaux,
- Moyens de levage et de production,
- Protections collectives,
- Remise en état après travaux,
- Branchement électrique général,
- Branchement AEP,
- Points de puisages en eau du chantier : **lot GO**,
- Distribution électrique et armoires de protection réglementaires : **lot Electricité générale**,
- Eclairage provisoire de chantier : **lot Electricité générale**,

Le lot 01 doit la réalisation du plan d'installation du chantier à valider avec le coordonnateur SPS ainsi que l'ensemble des installations réglementaire

Le lot 01 doit la fourniture d'un dossier marché complet laissé à disposition dans le bureau de chantier.

L'entreprise du lot 01 devra prévoir en protection collective la fermeture des trémies par mise en œuvre d'une trappe

#### **14 – DEPENSES COMMUNES**

Le tableau suivant contient la répartition des dépenses communes du chantier, indiquant les prestations, l'entreprise responsable de leur mise en œuvre et la/les entreprise(s) qui doivent en assurer la prise en charge économique.

<b>Prestations</b>	<b>A réaliser par</b>	<b>Prise en charge financière par</b>
Clôtures de chantier (extérieures), fourniture, amenée et repli	Lot 01	Lot 01
Clôtures de chantier (intérieures), fourniture, amenée et repli	Lot 01	Lot 01
Installations de chantier désamiantage	Lot 01	Lot 01
Matérialisation des voies de cheminement véhicules et piétons	Lot 01	Lot 01
Salle de réunion (compris mobilier)	Lot 01	Lot 01
Sanitaires chantier (compris réseaux et cuve EU/EV)	Lot 01	Lot 01
Vestiaires et réfectoire chantier (compris mobilier)	Lot 01	Lot 01
Gardiennage	Non nécessaire	
Panneau de chantier (fourniture et mise en œuvre)	Lot 01	Lot 01
Panneau d'affichage du permis d'aménager	Lot 01	Lot 01
Branchements provisoires d'eau dans l'emprise du chantier	Lot 01	Lot 01
Branchements provisoires d'électricité dans l'emprise du chantier	Lot 04	Lot 04
Installation d'éclairage et de signalisation tant intérieure qu'extérieure	Lot 04	Lot 04
Installations d'accès au chantier	Lot 01	Lot 01
Fermeture provisoire du chantier	Lot 01	Lot 01
Dépenses de fonctionnement pour la consommation d'eau et d'électricité du chantier	Lot 01	Compte Prorata
Dépenses de fonctionnement pour le nettoyage de la base vie	Lot 01	Compte Prorata
Nettoyage courant du chantier	Chacun des lots est responsable de son propre nettoyage	Chacun des lots à la charge de son propre nettoyage
Nettoyage de fin de chantier	Lot 03	Lot 03
Grutage d'équipements en toiture	A charge de l'entrepreneur concerné	A charge de l'entrepreneur concerné
Chauffage des locaux de chantier	A charge de l'entrepreneur demandeur	A charge de l'entrepreneur demandeur
Constat d'huissier	Lot 01	Lot 01

La participation au compte prorata est fixé à 1.5% pour l'ensemble des lots.



## **15 – CHARTE CHANTIER A FAIBLE NUISANCES**

La charte chantier à faibles nuisances applicable à l'opération est jointe en annexe du présent CCTP. C'est une pièce contractuelle qui s'impose à toutes les entreprises intervenant sur le chantier (titulaires / co-traitants / sous-traitants).

Elle a pour objectifs principaux de :

- Limiter les nuisances du chantier sur le fonctionnement de l'établissement
- Minimiser les impacts du chantier sur l'environnement et les ressources naturelles



Institut Supérieur  
de l'Aéronautique et de l'Espace  
10, avenue Edouard Belin - BP 54032  
31055 Toulouse Cedex 4  
Service immobilier et soutien

### **CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES**

Applicable à l'opération de travaux ou chantier :  
Bâtiment 14 – Travaux d'adaptation préalables à l'installation  
d'une tour de gravité

0			
Indice	Date	Modification	Auteur

## **16 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

### **16-1 – Représentant de l'entreprise**

Chaque corps d'état doit mettre à la disposition du responsable de chantier, un représentant de l'entreprise responsable, assurant tous les rendez-vous de chantier, de coordination et habilité à signer les attachements.

**Ce dernier devra être muni à chaque réunion de chantier d'une copie du compte-rendu de la précédente réunion de chantier.**

Le représentant de l'entreprise doit être présent durant toutes les réunions et ne peut être libéré que sur accord du responsable de chantier, si celui-ci juge que sa présence n'est plus indispensable.

### **16-2 – Réunions de chantier**

Les rendez-vous de chantier dont le jour et l'heure sont fixés par le responsable de chantier, après concertation des entreprises ont lieu chaque semaine.

Ils ont pour objet d'assurer la liaison entre les différents corps d'état, de contrôler le programme des travaux, de prendre toutes décisions importantes. De ce fait, la présence de l'ensemble des représentants des entreprises est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement.

Toute décision prise en l'absence d'un représentant d'entrepreneur ne peut être contestée par celui-ci.

Les décisions prises sur le chantier sont consignées sur un compte-rendu établi par les responsables du chantier. Si l'entreprise n'a pas fait d'observations écrites par lettre recommandée au responsable du chantier avant la réunion suivante, les décisions portées aux comptes de chantier sont sans appel. Les absences ou retards aux réunions de chantier seront pénalisées suivant indications du C.C.A.P.

Ces sommes seront retenues sur chaque situation mensuelle sur simple constat du responsable du chantier.

### **16-3 – Remise de documents**

Dès la première réunion préparatoire ou de chantier, le responsable du chantier, avec l'accord de l'ensemble des entreprises, établira un « programme de remise de documents et d'échantillons » précisant les diffuseurs et la date de diffusion de ces éléments. Tout retard de diffusion sera pénalisé suivant indications du C.C.A.P.

Ces sommes seront retenues sur chaque situation mensuelle sur simple constat du responsable de chantier.